
partis. Elle était cependant extrêmement vague sur la question de savoir quand ce nouveau gouvernement se soumettrait lui-même à des élections.

Je devrais également mentionner que les membres de l'Organisation des États américains ont, dans leur grande majorité, appuyé les élections. Je pourrais aussi noter que le Costa Rica en 1948 et le Venezuela en 1960 sont sortis de la guerre civile par des élections. Je devrais ajouter à cet égard qu'il serait tragique et inacceptable que le Costa Rica — le seul État de la région à tradition démocratique — soit déstabilisé en raison d'une contagion de la violence. Le Costa Rica est en effet un pays qui a consacré ses ressources à des programmes sociaux plutôt qu'aux armes ou aux forces armées.

Les élections

Les élections de dimanche dernier au Salvador ont connu un très fort taux de participation. Il est donc clair que le peuple de ce pays cherche avant tout la paix, et que l'urne électorale représentait à ses yeux le meilleur espoir à cet égard. Les élections se sont tenues malgré les efforts de la guérilla pour les perturber ; et tous les rapports affirment que le scrutin s'est déroulé de façon honnête. Si le processus électoral a sans doute eu certaines failles, il faut dire que les élections ne se sont pas tenues dans des conditions idéales. Et elles revêtiront d'ailleurs peu d'importance si le nouveau gouvernement ne met pas les besoins des Salvadoriens à l'avant-plan de ses programmes.

Il serait toutefois peu réaliste de penser que la gauche déposera automatiquement les armes. Nous recommandons donc vivement une prise de contacts entre le nouveau gouvernement et le FMLN-FDR afin de tenter d'en arriver à une solution qui tienne compte de la situation post-électorale.

Il est clair que la solution de la crise au Salvador ne se trouve pas seulement au Salvador. Il s'agit d'une crise régionale où interviennent des puissances intra et extra-régionales. Les problèmes sociaux et humanitaires de la région doivent être réglés dans la région elle-même qui doit, en outre, être affranchie des rivalités Est-Ouest.

J'ai déjà mentionné l'initiative de Lopez Portillo. Elle reconnaît, entre autres, qu'il faut tenir compte des préoccupations de sécurité d'un certain nombre de parties. En d'autres termes, tout accord doit reconnaître que les États-Unis et les autres pays de l'hémisphère ont des intérêts légitimes qu'il faut protéger en ce qui touche la sécurité de la région.

Comment résoudre le conflit

Voici, selon le Canada, les principes qui devraient sous-tendre une solution plus vaste du conflit dans la région :

Premièrement, il faut reconnaître que les problèmes de la région sont enracinés dans des questions sociales et économiques.

Deuxièmement, il s'impose de toute urgence de promouvoir la croissance économique
